

KAZAKHSTAN/OSCE : UNE PRÉSIDENTENCE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

*Par le lieutenant-colonel (e.r) Renaud FRANÇOIS
Chercheur associé à l'ESISC*

Le 30 novembre 2007, la décision historique du Conseil annuel des ministres de l'OSCE, réuni à Madrid, de confier sa présidence, pour l'année 2010, au Kazakhstan, consacrait l'émergence de ce pays, tant au niveau régional qu'international. Pivot stratégique au cœur de la vaste zone Asie centrale - Bassin de la Mer Caspienne, le Kazakhstan est un pays riche en ressources énergétiques et il constitue une importante et potentielle passerelle pour le commerce et les communications entre l'Europe et l'Asie. Toutefois, il se situe au cœur d'une région dont la stabilité et la sécurité sont deux conditions indispensables pour les intérêts énergétiques des pays occidentaux (États-Unis et Union européenne, en tête) mais aussi pour ceux de la Russie, de la Chine et des pays du sous-continent sud asiatique (Inde et Pakistan).

Malgré son caractère historique, cette décision n'en a pas moins été fortement controversée. Si le Kazakhstan est, à la fois, la première des anciennes républiques socialistes soviétiques, le premier membre de la CEI et le premier des pays centrasiatiques à assumer une telle responsabilité, sa désignation, pour un an à la présidence tournante de cette organisation, soulève de nombreuses questions.

De nombreux observateurs mettent sérieusement en doute la capacité et la volonté de ses dirigeants actuels - qui ne passent pas pour être de fervents démocrates et d'ardents avocats de la cause des droits de l'homme - d'assumer pleinement les responsabilités qu'impliquent la présidence d'une organisation qui traite un large éventail de questions non seulement liées à la sécurité et à la coopération, mais aussi aux droits de l'homme, aux minorités nationales et à la démocratisation.

1. Une désignation aux forceps

C'est sur fond de rivalités russo-américaines que s'est ouvert le Conseil madrilène des ministres de l'OSCE. Russie et États-Unis abordaient chacun cette réunion avec des points de vue diamétralement opposés sur un certain nombre de questions. La majeure partie d'entre-elles portant sur la volonté affichée de Moscou de cantonner l'OSCE et ses institutions rattachées aux problèmes de sécurité et de reléguer au second plan, voire d'enterrer sans tambours ni trompettes, les problèmes de démocratisation, de défense des droits de l'homme et de libertés des médias.

Des divergences profondes sont nettement apparues lors de la discussion de la proposition russe - soutenue par le Kazakhstan et cinq autres états membres de la Communauté des États Indépendants (CEI) - de limiter à 50 le nombre des observateurs électoraux du *Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme (BIDDH)* - *Organization for*

Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), et de placer les équipes d'observateurs sous la tutelle des états contrôlés. Ces divergences étaient les conséquences de deux événements récents. Il s'agissait, d'une part, du rapport que le BIDDH avait rendu public à l'issue des élections kazakhes du 18 août 2007. Il y était noté que le Kazakhstan avait fait des progrès en matière de processus électoral mais qu'un certain nombre d'engagements envers l'OSCE n'avaient pas été tenus et que les normes du Conseil de l'Europe n'avaient pas été respectées¹. Et, d'autre part, il s'agissait de la décision prise par l'OSCE de renoncer à sa mission d'observation électorale en Russie. Le BIDDH devait, dans le cadre des élections législatives du 2 décembre 2007, déployer ses équipes mais il a dû y renoncer en raison des « *difficultés insurmontables* » rencontrées pour l'obtention de visas pour ses équipes d'observateurs.

Finalement, après plusieurs passes d'armes à fleurets très peu mouchetés entre le sous-secrétaire d'état américain en charge des affaires politiques, Nicolas Burn, et Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, un compromis a été trouvé et le président en exercice de l'OSCE, Miguel Angel Moratinos, ministre espagnol des relations étrangères, pouvait conclure que le consensus obtenu² était un signe de stabilité pour l'OSCE. Les coups fourrés et chamailleries qui ont dominé une grande partie de la réunion de Madrid ont néanmoins fortement renforcé la perception que les plus influents des États membres de l'OSCE suivent des trajectoires radicalement différentes et des objectifs contraires.

2. L'écran de fumée d'une communication savamment orchestrée

Les autorités kazakhes n'ont jamais caché l'importance que revêtait à leurs yeux le fait d'être la toute première des anciennes républiques socialistes soviétiques à assumer la présidence de cette organisation paneuropéenne qui compte 56 états membres. Pour elles « *l'élection du Kazakhstan à la présidence de l'OSCE et les processus qui en découleront auront un effet bénéfique pour la modernisation globale du pays et de la région, pour le renouveau de l'OSCE et pour le bien de tous ses États membres*³ ».

Le succès de Madrid intervient après une première candidature, infructueuse, en 2002. Il constitue, pour les autorités kazakhes, particulièrement soucieuses de leur image *urbi et orbi*, le point d'orgue de campagnes de communication axées sur la reconnaissance de l'importance politique et économique croissante de leur pays au plan régional et international. Néanmoins ces campagnes de communication, savamment orchestrées, soulèvent de nombreuses questions, engendrent bien des suspicions et des doutes.

Les arcanes de la première de ces campagnes mènent au *Kazakhgate*⁴ et la seconde implique le *Centre d'études stratégiques et internationales - Center for Strategic and International Studies (CSIS)*⁵.

a) Le Kazakhgate, une histoire sans fin

L'affaire commence en 2003, quand les autorités américaines arrêtent James Giffen, à Kennedy Airport, au moment où il s'apprêtait à embarquer pour Paris. Porteur d'un

¹ http://www.osce.org/documents/odihr/2007/08/25960_en.pdf

² La Grèce est désignée pour assurer la présidence 2009, à la suite de la Finlande, et la Lituanie succèdera en 2011 au Kazakhstan.

³ http://www.osce.org/documents/mcs/2007/12/28637_fr.pdf

⁴ Néologisme qui rappelle l'affaire du « *Watergate* », le scandale qui avait contraint le président américain, Richard Nixon, à la démission, le 9 août 1974. Le Watergate était le nom du complexe hôtelier où cinq agents à la solde de la Maison Blanche avaient été surpris, en juin 1972, en train de s'introduire dans les locaux du comité national du parti démocrate à des fins d'espionnage.

⁵ <http://csis.org/>

passport diplomatique kazakh⁶, ce citoyen et homme d'affaires américain, conseiller spécial du président Noursultan Nazarbaïev, est mis en examen pour violation de la loi américaine sur la corruption.

Il est soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire dans une tentative de versement de pots-de-vin aux autorités kazakhes par des compagnies américaines⁷ désireuses de s'ouvrir les portes du formidable marché énergétique kazakh. Les sommes versées - 84 millions de dollars actuellement bloqués à la demande des autorités américaines - avaient été déposées sur des comptes bancaires suisses. James Giffen est également accusé d'avoir, au passage, prélevé une quote-part sur ces fonds, pour son usage personnel.

Le Ministère américain de la justice et la Banque Mondiale avaient imaginé un plan de sortie de crise. L'idée était de débloquer ces 84 millions de dollars au profit d'un programme de lutte contre la pauvreté au Kazakhstan, programme dont la réalisation aurait été confiée à l'*Eurasia Foundation*. Paul Wolfowitz⁸, alors directeur de la Banque mondiale, a reconnu qu'il avait, à la demande de hauts responsables de cette organisation internationale, approuvé ce projet. Et selon des proches de l'affaire, il aurait, personnellement, discuté de ce plan avec le président Noursultan Nazarbaïev, en octobre 2006, lors d'une soirée à Blair House, la résidence pour les réceptions diplomatiques, en face de la Maison Blanche.

Début mai 2008, un grain de sable vient bloquer la mise en œuvre de ce plan. Le Ministère de la Justice suspend son application au motif que la fondation proposée, l'*Eurasia Foundation*, compte parmi son conseil d'administration des personnes qui sont financièrement liées, au travers de sociétés de lobbying, au président Nazarbaïev et à son gouvernement et que, par conséquent, elle ne présente pas les garanties d'indépendance requises.

Selon le ministère américain de la Justice qui tient à jour le fichier des firmes américaines officiellement employées comme lobbyistes par des gouvernements étrangers, il y a, actuellement, deux firmes américaines au service des autorités kazakhes⁹.

La première de ces firmes est *APCO Worldwide Inc.*, dont la présidente, Margery Kraus, est membre du conseil d'administration de l'*Eurasia Foundation*¹⁰, cette fondation qui précisément était pressentie pour recevoir et gérer les 84 millions de dollars. De son côté, la vice-présidente d'*APCO Worldwide Inc.*, Elizabeth Jones, ancienne ambassadrice des États-Unis au Kazakhstan, est membre du conseil d'administration de l'*Eurasia Foundation of Central Asia*¹¹, une émanation centrasiatique de l'*Eurasia Foundation*. Le dossier d'enregistrement n°4561¹², déposé en octobre 2007, précise que cette firme entend conduire

⁶ Ce qui est d'autant plus surprenant que la loi kazakhe interdit la double nationalité.

⁷ *Mobil Oil Co.*, *Amoco* et *Texaco* sont les trois firmes pour lesquelles James Giffen a joué le rôle de « facilitateur ». Elles ont été, depuis les faits, respectivement absorbées par *Exxon Mobil*, *BP* et *Chevron*, ce qui leur a évité, jusqu'à maintenant, d'être poursuivies.

⁸ Ancien numéro deux du Pentagone, sous Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz a défrayé la chronique en raison de différents scandales qui ont émaillé sa courte présidence à la tête de la Banque mondiale. Il est maintenant *intervenant extérieur - visiting scholar* auprès de l'*American Enterprise Institute (AEI)* (<http://www.aei.org/scholars/scholarID.126.filter.all/scholar.asp>), un laboratoire d'idées des néoconservateurs washingtoniens. Dick Cheney, l'ancien vice-président américain, figure sur la liste des anciens élèves de cet Institut (<http://www.sourcewatch.org/index.php?title=AEI>) tandis que son épouse, Lynne, fait partie des *membres distingués - senior fellow* (<http://www.aei.org/scholars/scholarID.10.filter.all/scholar.asp>) auprès de l'*American Enterprise Institute (AEI)*, un laboratoire d'idées des néoconservateurs washingtoniens. Dick Cheney, l'ancien vice-président américain, figure sur la liste des anciens élèves de cet Institut tandis que sa femme, Lynne, fait partie des *membres distingués - senior fellow*.

⁹ <http://www.usdoj.gov/criminal/fara/links/search.html>

¹⁰ <http://www.eurasia.org/about/trustees.aspx>

¹¹ <http://www.efcentralasia.org/en/index.php?option=content&task=view&id=46&Itemid=22>

¹² <http://www.fara.gov/docs/4561-Exhibit-AB-20071015-3.pdf>

des opérations de lobbying et de relations publiques au nom du gouvernement du Kazakhstan.

On comprend un peu mieux les réticences du Ministère de la Justice. À la lumière des révélations du site Internet d'*ABC News*¹³, le 29 septembre 2008, il se pourrait que la décision de suspendre le programme ait été particulièrement bien inspirée. Le site d'*ABC News* révèle en effet que certaines des analyses produites par le *Central Asia - Caucasus Initiative (CACI)* de l'Université John Hopkins ont été financées, via *APCO Worldwide*, par les autorités kazakhes. Le 31 janvier 2008, *APCO Worldwide Inc.* a effectué, au nom de l'ambassade du Kazakhstan, un versement de 52.300 dollars à l'Université Hopkins pour deux rapports intitulés « *La nouvelle classe moyenne du Kazakhstan*¹⁴ » et « *Parlement et Partis politiques du Kazakhstan*¹⁵ », respectivement publiés en mars et avril 2008 sur le site du *CACI*. Elizabeth Jones, a admis qu'un troisième rapport, publié en juillet de la même année, « *Le Kazakhstan et la nouvelle donne géopolitique eurasiatique*¹⁶ » faisait également l'objet d'un financement de la part des autorités kazakhes. Pour sa part, le directeur du *CACI*, S. Frederick Starr, a reconnu être informé des activités de lobbying d'*APCO Worldwide Inc.* au profit du Kazakhstan mais il se dédouane en arguant du fait qu'il n'a jamais directement traité avec les autorités kazakhes.

La deuxième de ces firmes est une compagnie internationale de services juridiques, *DLA Piper*¹⁷ qui compte 3.700 juristes, employés dans 65 agences réparties dans 25 pays. Elle n'a aucun lien avec l'*Eurasia Foundation* ou le *Kazakhgate*, mais il est cependant intéressant de voir comment elle conçoit ses actions de lobbying au profit du Kazakhstan. Fondée en juillet 2001, elle est enregistrée sous le n°3712¹⁸ auprès du Ministère de la Justice et elle définit ainsi sa mission : « *Intervenir lors des auditions du sous-comité des relations internationales de la Chambre des Représentants qui aborderont le thème des droits de l'homme et du développement démocratique dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale* ». Le but d'une telle intervention est de « *s'assurer que les auditions dépeignent une vue équilibrée de la situation des droits de l'homme et du développement démocratique au Kazakhstan* ». Pour ce faire, *DLA Piper* prévoit d'organiser « *des rencontres préalables à ces auditions entre les membres les plus importants de ce sous-comité et des représentants de l'ambassade du Kazakhstan* ». Au besoin, *DLA Piper* envisage de préparer intellectuellement les représentants kazakhs en leur communiquant toutes « *informations utiles* » sur les membres de la Chambre qu'ils seront amenés à rencontrer. Pour faire bien dans le décor, *DLA Piper* prévoit de faire accompagner la délégation kazakhe « *d'un représentant des médias indépendants, de femmes d'affaires et d'un représentant de la communauté juive kazakhe* ». En résumé, *DLA Piper*, s'engage par son intervention, à « *gommer les aspérités* » qui entachent ou pourraient entacher l'image du Kazakhstan.

Sarah Carey, la présidente du conseil d'administration de l'*Eurasia Foundation*, estime que sa fondation offre suffisamment de garanties et qu'il est « *inimaginable* » d'envisager de possibles malversations. Le Ministère de la Justice se contente de rappeler que sa décision est guidée par un seul et unique souci : éviter toute interférence des autorités kazakhes sur le programme d'emploi des 84 millions de dollars ; en clair, éviter que ces 84 millions de dollars aboutissent dans les poches de ministres et fonctionnaires corrompus. Quant à James Giffen, l'homme par qui le scandale a éclaté, il n'a toujours pas, à ce jour, été jugé.

¹³ <http://www.abcnews.go.com/Blotter/story?id=5908348&page=1>

¹⁴ <http://www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/o8o3Daly.PDF>

¹⁵ <http://www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/o8o4Bowyer.pdf>

¹⁶ <http://www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/o8o7Weitz.pdf>

¹⁷ <http://www.dlapiper.com/global/about/overview/>

¹⁸ <http://www.fara.gov/docs/3712-Exhibit-AB-20010718-GRDU8602.pdf>

b) Le Centre d'études stratégiques et internationales

Ce laboratoire d'idées américain, fondé en 1962, dont « *le but est de conduire des recherches et des analyses prospectives afin d'anticiper les changements en matière de défense, de sécurité, de stabilité régionale et d'appréhender les défis internationaux tels que climat, énergie, développement mondial et intégration économique*¹⁹ » a mis sur pied une *Task Force USA-Kazakhstan* pour « *mettre en forme et soutenir le programme de la présidence kazakhe de l'OSCE*²⁰ ».

C'est une initiative conjointe du programme des « *Nouvelles démocraties européennes* » du CSIS et de l'*Institut pour les nouvelles démocraties - Institute for New Democracies (IND)*. Cet institut, installé à Washington, s'est donné pour mission de « *promouvoir la bonne gouvernance, les droits de l'homme et l'état de droit dans les pays en pleine mutation politique en soutenant les réformes démocratiques au travers de l'éducation, de la recherche et d'une aide aux administrations, à la société civile et aux médias*²¹ ». Ce que le site Internet de cet Institut omet de préciser, alors que celui du CSIS le fait brièvement, c'est que son fonctionnement est financé - à hauteur de 290. 000 dollars - par le gouvernement kazakh²².

Il n'est donc pas surprenant de découvrir que cette Task Force, livre dans son rapport final²³, une opinion « *globalement positive* » de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Dans le chapitre consacré aux recommandations, la Task Force en identifie quatre pour l'OSCE et seulement une pour les autorités kazakhes. A savoir que celles-ci doivent « *poursuivre et renforcer leurs efforts de démocratisation de la société, garantir le respect des droits de l'homme et soutenir le pluralisme politique en mettant en application le plan d'action national 2002-2012 pour les droits de l'homme et le concept de politique juridique au Kazakhstan*²⁴ ». Mais comme le souligne un expert extérieur qui a demandé à conserver l'anonymat, « *cette recommandation est beaucoup trop vague et générale pour être réellement suivie d'effets*²⁵ ». Il remarque aussi que ce rapport, bien qu'il se base sur des données factuelles correctes et exactes, ne reflète pas la stricte réalité des choses. Il cite l'exemple de la récente réforme de la loi sur les partis politiques mentionnée dans ce rapport. S'il est exact que le nombre de membres nécessaires pour la création d'un parti politique a été abaissé de 50. 000 à 40. 000, le rapport omet de rappeler que, jusqu'en 2002, il suffisait de 1. 500 membres.

Lors de la présentation officielle de ce rapport final, le 3 décembre dernier, Margarita Assenova, fondatrice et directrice générale de l'IND, a invoqué la crise économique et les risques d'instabilité pour expliquer « *qu'en dépit de promesses partiellement tenues, le Kazakhstan est un pays qui va dans la bonne direction* ».

Au final, les autorités kazakhes, Noursultan Nazarbaïev en tête, peuvent se féliciter, d'avoir en partie, atteint leurs objectifs. À grands renforts de dollars et de rapports de commande, voire de complaisance, la poigne de fer qui règne sans partage sur le pays depuis 1990, a été habilement gantée de velours.

D'indéniables succès économiques et une prudente diplomatie²⁶ qui, tout en donnant des gages de loyauté et de fidélité à la CEI, à l'*Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC)* et à l'*Organisation de coopération de Shanghai (OCS)*, tisse des liens de coopération

¹⁹ <http://csis.org/about-us>

²⁰ <http://csis.org/program/us-kazakhstan-osce-task-force>

²¹ <http://www.ind-dc.org/mission.html>

²² <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav121009a.shtml>

²³ http://csis.org/files/publication/091202_Bugasjski_Kazakhstan_Web.pdf

²⁴ Ibid.

²⁵ <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav121009a.shtml>

²⁶ Cf. <http://www.esisc.org/documents/pdf/fr/kazakhstan-un-tsar-est-ne-413.pdf>

avancée avec l'OTAN²⁷, ont permis de « gommer » la désagréable impression que les observateurs ont, chaque année à pareille époque, à la lecture des rapports annuels des différentes ONG de défense de droits de l'homme, de la liberté de la presse et des médias ou des observatoires de la corruption et de la démocratie.

3. Les priorités de la présidence kazakhe

Quelle sera l'attitude réelle des autorités kazakhes à la tête de l'OSCE, face au défi des droits de l'homme, de la liberté de la presse et de la démocratisation ? Cette présidence sera-t-elle de la poudre aux yeux uniquement destinée à redorer le blason de Noursultan Nazarbaïev ? Ou bien donnera-t-elle aux autorités kazakhes l'occasion de respecter réellement leurs promesses ? Au bénéfice du doute, tout espoir est permis. Au cours du sommet ministériel d'Athènes du 1^{er} au 2 décembre 2009, le secrétaire d'état et ministre des affaires étrangères, Kanat Saubadaïev, a, une nouvelle fois, réaffirmé solennellement les engagements de son pays et a levé le voile sur ce qu'il fixe comme priorités à la présidence kazakhe²⁸.

a) La poursuite du processus de Corfou

Lancé en juin 2009, par la présidence grecque, lors d'un meeting informel des ministres des affaires étrangères réunis pour la circonstance sur l'île de Corfou, ce processus a pour but de relever les défis de la sécurité en Europe - de nombreux problèmes n'ont toujours pas été résolus alors que de nouveaux défis se font jour - et de déterminer les mesures concrètes pour restaurer la confiance (relance du *Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe - Conventional Armed Forces in Europe Treaty (CFE Treaty)*), renforcer la démocratie, affirmer la primauté de l'état de droit, tirer les conséquences de la crise économique, poursuivre la lutte contre le terrorisme et le crime organisé et combattre l'instabilité des pays voisins. La présidence kazakhe entend continuer ce processus et compte le pérenniser officiellement au cours d'un sommet de l'OSCE destiné à célébrer simultanément le 65^{ème} anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, le 35^{ème} anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki et le 25^{ème} anniversaire de la Charte de Paris.

b) Le facteur afghan

Conscient de l'impact catastrophique qu'un effondrement de l'Afghanistan pourrait avoir sur l'Asie centrale - « *un Afghanistan déstabilisé, source de terrorisme international et principal producteur mondial de drogue, constitue une menace pour la stabilité régionale et la sécurité européenne*²⁹ » -, le ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, a délibérément placé les problèmes d'aide et de réhabilitation de ce pays au centre des préoccupations de sa présidence. Il a, à cet effet, annoncé la signature, avec les autorités afghanes, d'un accord quinquennal qui porte sur un programme de formation, dans les universités kazakhes, de plus d'un millier de civils afghans - essentiellement des ingénieurs agricoles, des médecins et des techniciens du bâtiment - et est estimé à plus de 10 millions de dollars par an.

De tous les pays centrasiatiques, le Kazakhstan est le seul à participer effectivement à la reconstruction de l'Afghanistan. Pour l'année fiscale 2007-2008, il a accordé plus de 3

²⁷ Astana participe au Conseil du partenariat Euro atlantique de l'OTAN (NATO Euro-Atlantic Partnership Council) et est partie prenante du Partenariat pour la Paix (Partenariat for Peace). Le Kazakhstan est également le seul état centrasiatique à avoir entamé, en 2006, des négociations pour un plan d'action individuel de partenariat (Partnership Action Plan - IPAP) de l'OTAN. En juin 2004, le sommet de l'OTAN consacrait l'importance croissante de l'Asie centrale en désignant la région comme une zone d'attention particulière et en détachant, à Astana, un officier de liaison pour la mise en place des programmes d'aide pour la modernisation des structures militaires nationales et en créant le poste de représentant spécial du secrétaire général de l'OTAN pour le Caucase et l'Asie centrale.

²⁸ http://www.osce.org/documents/cio/2009/12/41764_en.pdf

²⁹ <http://www.eurasiantransition.org/files/2a3af57foba7ad8128c911aa763b0610-249.php>

millions de dollars pour des projets sociaux et d'infrastructures, l'assistance humanitaire et l'entraînement des garde-frontières et des forces de sécurité afghanes. Pour la période 2009 - 2011, il s'est engagé à consacrer 5 millions de dollars à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et des infrastructures pour l'acheminement des céréales ou d'autres biens.

c) La dimension humaine

Kanat Saubadaïev a annoncé son intention d'organiser deux réunions supplémentaires de l'OSCE en 2010. La première traitera de la promotion de l'équilibre entre les hommes et les femmes et de l'accroissement de la participation des femmes dans les vies politique et publique. La seconde sera dédiée à la lutte contre la traite des enfants. Il compte également, en coopération avec le BIDDH, mettre sur pied un certain nombre de projets. En particulier, l'organisation d'une conférence pour le 20^{ème} anniversaire de la signature du document de Copenhague³⁰, document fondateur publié à l'issue de la conférence sur la dimension humaine de la CSCE³¹.

4. Conclusion

Ce n'est qu'en décembre 2010, à l'aune des avancées et des résultats obtenus, que l'on pourra porter un jugement sur la présidence kazakhe qui vient de débiter. Pouvant, sans aucun doute, être considérée comme une grande première dans l'histoire de l'OSCE, cette présidence atypique et controversée sera néanmoins placée sous haute surveillance.

De nombreuses organisations de défense des droits de l'homme et de promotion de la démocratie restent dubitatives sur les chances de voir la situation politique kazakhe évoluer favorablement. Comme le note Kenneth Roth, directeur de *Human Rights Watch*, une ONG new-yorkaise, la principale question qui se pose est de savoir « *quelle sera l'attitude des autorités kazakhes en matière de droits de l'homme durant leur présidence à la tête de l'OSCE*³² ». Sauront-elles être un leader incontesté et incontestable ou bien ne feront-elles preuve que d'hypocrisie ? Pour Janez Lenarcic, le directeur du BIDDH, « *assumer la présidence de l'OSCE est une grande responsabilité et un défi pour chaque état membre, y compris le Kazakhstan*³³ ». Bien qu'il reconnaisse que le Kazakhstan est une démocratie en gestation, il espère que « *le fait de présider au destin d'une organisation qui s'érige en défenseur des droits de l'homme et des libertés fondamentales l'incitera à poursuivre ses propres efforts sur le plan intérieur*³⁴ ».

Le 14 septembre dernier, le parti présidentiel, le *Nur Otan*, proposait que Noursultan Nazarbaïev soit nommé président à vie. Deux ans auparavant la constitution kazakhe avait été modifiée, transformant le quinquennat en septennat et abolissant la limitation qui avait été fixée à deux mandats consécutifs. Si aucune décision n'a encore été prise au sujet de cette proposition, une chose est sûre : le mandat de Noursultan Nazarbaïev à la tête de l'OSCE sera le plus court mandat présidentiel qu'il aura jamais eu à assumer durant sa vie politique.

Ce n'est peut-être pas plus mal car le sentiment qui domine actuellement parmi les observateurs c'est qu'un loup qui entre dans une bergerie devient rarement un agneau et que l'image de l'OSCE pourrait fort bien être durablement ternie.

Copyright© ESISC 2010

³⁰ http://www.osce.org/documents/odihr/1990/06/13992_en.pdf

³¹ La Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) a donné naissance à l'OSCE en 1995.

³² <http://www.eurasianet.org/departments/insightb/articles/eav062409a.shtml>

³³ Ibid.

³⁴ Ibid.